



la transaction d'affaires considérable entre nos colonies et l'Allemagne. Ces derniers articles, qui avaient été examinés, cassée, rhuane et vanilles ont été tour à tour soumis à un très minutieux examen. Ces deux derniers articles, qui pourraient écouler un si vaste débouché sur le marché de Hambourg, ont suscité tout l'attention du jury. C'est à l'exposition de 1855 que recopie le commencement de la faveur dont jouit le rhum à Martinique, et de 1,000,000 de litres que la vanille a dépassé en 1855. L'exportation a monté peu à peu à plus de six millions de litres. Les marques les plus connues sont : Cheneau, Listes frères, etc., etc., ces dernières prenent partout maintenant le rôle de la Jameson. Quant à la vanille, donc la consommation, il y a quelques années, était si limitée que le conseil général de la Réunion n'a eu devoir voter un prix de 30,000 francs pour celui qui en vulgarisera l'emploi, on peut dire que ce fut à partie attiré par l'exposition de 1867 ; et il s'en vend alors plus de 2,000 kil. au débouché dans le petit magasin annexe de la section des colonies de la Réunion, où elle est mieux connue. Les denrées sont, tant en France qu'à l'étranger, assez peu coûteuses, mais j'ose croire que, pour suite des indications fournies en 1865, par le service de l'exposition permanente, aux plantations de la Réunion, la préparation de la vanille a été tellement améliorée dans cette colonie qu'elle pourra bientôt avantageusement aujourd'hui contre celle du Mexique.

L'attention du commerce et du jury s'est aussi portée sur les riz et soies de Cochinchine. Les premiers ont donné lieu à une estimation de plus de 18 millions de francs pour l'an 1867, avec un excellent avenir de fete pour nos navires. C'est à un négociant belge qu'on doit l'initiative de l'importation des riz de Saigon en Europe, et c'est sur le voe des échantillons déposés à l'exposition permanente des colonies qu'est arrivé à ses tentes une spécification que la mauvaise réputation de ces riz faisait considérer jusqu'alors comme plus que hasardeuse. C'est encore à l'exposition permanente qu'on doit l'essor imprimé depuis 1867 à la agriculture en Cochinchine. Les soies de cette provenance, mal dévidées et d'apparence médiocre, n'étaient précédemment employées que pour la pâture des moutons, et se vendait à peine 40 fr. le kil. sans débouché. Une étude approfondie a démontré que ces produits, si dérisoires, pourraient, avec un meilleur mode de dévégéage, atteindre facilement des prix très-rémunérateurs. Des instructions précises ont été envoyées à ce sujet à Saigon, et les dernières soies préparées sur ces données nouvelles ont été évaluées 75 fr. le kil., quoique présentant encore quelques défectuosités faciles à faire disparaître. Le commerce de la soie, qui commençait à disparaître de la Cochinchine française, par suite du bas prix de cette matière, tend aujourd'hui à prendre de grande importance.

Après les soies, les tissus, les huiles de bois pour la protection des cannes de sucre, les huiles de cèdre, et quelques huiles d'ébénisterie et de teinture, ont été également l'objet d'un examen soigneux et paraissent devoir donner lieu à un courant d'affaires assez important.

Des demandes de quelques armateurs de Hambourg et des renseignements pris sur les résultats de l'exposition permanente, nous apprennent que venant à 5 à 6 millions de francs pour l'industrie d'étoffes des colonies, d'autre négociants, déjà établis à Hong-Kong et à Singapour, se sont surtout occupés du transit à faire entre notre possession et la Chine. Quelques autres, enfin, ont paru avoir pour but le transport des riz à la Réunion et les chargeraient, dans cette colonie, de sucre à destination des ports libres de l'Allemagne du Nord.

Les bois de la Guyane, exposés par le département de la marine, ne pouvaient pas être évalués avec exactitude, du fait de l'absence de rapports précis sur les résultats obtenus à l'exposition de Hambourg ; mais l'industrie expéditionnaire présente néanmoins d'entre les plus les constructions navales, les chemins de fer, le charbonnage, et l'ébénisterie, ont vivement frappé les hommes spéciaux qui se sont soigneusement enquise des moyens de s'en procurer des chargements.

En résumé, il est permis de croire que l'exposition d'Altona aura d'honorables conséquences pour les colonies françaises, et, à juger par les résultats obtenus précédemment à Londres en 1862, à Bologne et à Porto en 1865, à Paris en 1867, l'envoi de leurs produits dans les concours internationaux de France et d'étranger pourrait être le plus sûr moyen d'imprimer un nouvel élan à leur commerce.

Le don de collections aux musées techniques et aux écoles de commerce complète cette démonstration pratique des ressources que possèdent nos établissements d'autre-mer, et formera ainsi un tant de successeurs de l'exposition permanente de Paris.

Tous ces envois au dehors, et leurs préparations avec les documents propres à servir de base à l'industrie, ont été suivies, dans ce rapport, cette année, de recherches sur les produits considérés comme nouveaux ; il a été fait, cependant, que leurs études intriguantes sur des fers chromés de la Nouvelle-Calédonie et une graine oléagineuse du Gabon. Les premiers, signalés par M. l'ingénieur Garnier comme étant d'une exploitation facile et très-abondante, sortent au moins d'or au milieu des serpentes, contiennent, suivant analyse faite à Saint-Etienne, 61,333 0/0 de soucyxyde de chrome, tandis que les meilleures variétés de fer dans le commerce, celles des minas d'Ouro Preto, n'ont que 50 à 60 0/0. Il peut y avoir là pour nos navires un fait de retour qui leur a manqué jusqu'à présent, ou au moins un lest avantageux pour ceux qui relèvent de Nouméa pour l'Australie et l'Europe.

La graine oléagineuse du Gabon, nommée oehoo par les indigènes, et appartenant au genre dryobalanops, de la famille botanique des gattifères, donne 61,50 0/0 de graine blanche fusible à 70 degrés seulement, et précise, par conséquent, pour l'embrochure des cuves. Cette graine se trouve en quantité suffisante sur la côte du Gabon, il y aura là, pour le commerce, un aliment d'une grande importance.

Un rapport sur les derniers échantillons de soie-roye de la Cochinchine nous a été remis par M. Duseigneur-Kleber, au nom de la chambre de commerce de Lyon, et a été transmis au comité agricole de Saigon. Ces honorable négociant précise l'introduction, dans la colonie, des races vertes, annuelle, polyvalente du Japon, et a démontré théoriquement des conditions propres à donner à leurs produits toute la valeur qu'il convient d'attribuer à la soie royale.

D'autres renseignements ont été transmis en Cochinchine dans le but d'y développer, sur une plus grande échelle, la culture du chira gras, qui y croît spontanément et que notre industrie recherche pour la fabrication des étoffes de luxe.

Enfin la commission a signalé à Votre Excellence les avantages

que présente dans certaines colonies, l'introduction du quinquina et du thé, saluant ce qu'a été entrepris avec tant de succès dans l'Inde anglaise, et si heureusement commencé par M. Bézanger à la Martinique.

Ainsi que les années précédentes, le conservateur de l'exposition permanente a fourni de nombreux renseignements aux personnes désireuses de nouer des relations avec nos établissements d'autre-mer. Jusqu'à présent il était impossible de les saisir complètement, en ce qui concerne certaines de nos possessions, notamment celle de la côte occidentale d'Afrique. En effet, pour ceux qui n'étaient pas au courant des traditions commerciales de ces parages, la plus grande incertitude régnait sur la manière de composer les cargaisons : de là des négociants qui déclaraient que les armateurs et les détaillants étaient contraints de vendre au plus bas prix. Mais la commission a une fois de plus démonté cette idée, et a démontré que, à un état des choses préoccupant à nos intérêts industriels, la commission a résolu de faire figurer au palais de l'industrie, à côté des produits naturels de nos comptoirs, des échantillons de toutes les marchandises nécessaires au commerce de la tropique, et elle espère que cette collection pourra être terminée dans le courant de l'année 1870.

En placant sous vos yeux, monsieur le ministre, le résultat de ses travaux pendant l'année écoulée, et en les remettant à la connaissance des services rendus à l'Algérie, l'Algérie au commerce mondial se sont favorablement approuvés par Votre Excellence, et elle espère que les colonies lui redonneront chaque jour davantage la cordiale coopération qu'elles ont tant d'intérêt à lui continuer.

Le conseiller d'Etat présent de la commission de surveillance de l'exposition permanente des colonies,

— Extrait de l'

### EXPOSÉ DE LA SITUATION DE L'EMPIRE

PRÉSENTÉ PAR ORDRE DE L'EMPEREUR AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF.

#### ARMÉE.

##### OPÉRATIONS MILITAIRES.

Le Gouvernement de l'Empereur a entrepris ou poursuit au cours d'opération militaire en 1869 :

- 1. La mainmise intégrale de l'Istrie-Venétie la brigade d'infanterie qui a été mise en place à empêcher l'indépendance du territoire politique. La sécurité des Etats de l'Eglise n'ayant plus été menacée, le rôle de nos troupes s'est strictement borné à la mission d'assurer la paix qui leur a été confiée.

En Algérie, le Tell a continué de jouir d'une tranquillité parfaite, et si quelques tentatives de désordre se sont produites dans les provinces d'Oran et de Constantine, elles ont été rapidement et énergiquement réprimées.

Au sud-est, la mainmise des provinces, qui leur a été insérée, Nankin, Shanghaï, a été parfaitement assurée dans le District de Ningpo.

Il a été nécessaire d'empêcher l'expansion des tribus de l'Ouest, une sorte de confédération destinée à maintenir dans le district la frontière dirigeante du Sud Chine. Cette tentative n'a pas abouti, par suite de divers incidents difficiles à éviter lorsqu'on entre en négociation avec des populations aussi mobiles et aussi égarées que nos centres d'action.

Le nouveau chef des insoumis, Si Cadour ben Hamza, a pu rallier autour de lui, à la fin du mois de janvier, des partisans nombreux, à la tête desquels il a fait brusquement irruption dans les territoires des tribus de l'Ouest, et dans les districts de Kiangnan et des Comtés de l'ouest population, et n'osait se rappeler du Tali, où il savait nos colonies prêtes à marcher, il s'est avancé dans l'est jusqu'à la limite de la province d'Alger. Après avoir opéré quelques razzias, il a pris la direction du sud et est entré à Al-Madhi, qui lui a ouvert ses portes.

Bienôt attaqué par une de nos colonies mobiles partie en toute hâte de Laghouat, Si Cadour ben Hamza a été défait, le 1<sup>er</sup> février, dans un combat des plus brillants pour nos armes, et, après avoir essayé des pertes considérables, s'est précipitamment retiré dans le sud.

Dans le même moment, les gourauds de Géryville et de Tlement marchaient sur les campements occupés par les populations qui avaient formé les contingents ennemis, les attaquant à pic de nocturne et dix lieues du Tell et leur enlevaient 80 nombreux troupeaux.

En résulte, cette entreprise a eu pour les dissidents de nombreux résultats. La ville de leur refuge, le chef des Ouled Siabat de Maroc, a été vaincu et détruit par nos troupes, et il a signé avec leur chef français une convention par laquelle il s'est engagé, tant en son nom qu'en nom des populations marocaines voisines, à éloigner les dissidents du territoire qu'ils occupent, et même à nom préteur des mouvements que ces derniers pourraient encore être tentés de projeter dans l'avenir.

Si cette convention est fidèlement exécutée, elle contribuera puissamment à faire disparaître tout motif d'inquiétude sérieuse sur la sécurité des tribus sahariennes de l'est de l'Algérie.

##### EFFECTIF DE L'ARMÉE ACTIVE.

L'effectif de l'armée active, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, se décompose de la manière suivante :

Intérieur . . . . .	365,179
Extérieur . . . . .	62,223
État-Président . . . . .	5,259
Total . . . . .	432,611

Mais il convient de déduire de ce total le chiffre des hommes en état à divers titres, et qui ne s'élève pas à moins de 108,831, par suite de la délivrance d'un nombre considérable de congés de service autorisé après les opérations de l'Inspection générale. L'effectif réellement présent sous les drapeaux n'est plus dès lors que de 323,525 hommes.

Quant à l'effectif de la réserve, il était, à la date du 1<sup>er</sup> octobre,

Alors que l'armée active pour l'armée active et la réserve, un total de 427 720 hommes.

#### LISTE ACCORDÉE AUX DÉSERTEURS ET AUX INSOCIMES.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la naissance de Napoléon Ier, une audience a été accordée par l'Empereur, le 15 août 1869, aux sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats de l'armée de terre en état de désertion, et aux insocimes qui, à la date du décret, n'avaient pas été jugés et condamnés définitivement.

Une circulaire du ministère de la guerre, en date du 19 août, a été adressée aux autorités civiles et militaires, ainsi qu'aux commandants des dépôts de recrutement et aux officiers de gendarmerie, à l'effet de donner la plus grande publicité aux dispositions de cette amnistie.

Le ministre des affaires étrangères a été prié de faire parvenir, de son côté, un grand nombre d'exemplaires de la même circulaire aux représentants et agents de la France à l'étranger, devant lesquels les ayant-droits peuvent se présenter pour réclamer le bénéfice de l'amnistie.

Cet acte de la clémence impériale a été accueilli partout avec une vive reconnaissance.

#### CAMP D'INSTRUCTION.

Les exercices annuels du camp de Châlons ont commencé le 1<sup>er</sup> mai pour se terminer le 16 septembre. Comme l'année dernière, deux séries de troupes, comprenant chacune trois divisions et une division de cavalerie, ont été successivement apprises à varier et à modifier les opérations de la guerre sur ce vaste champ de manœuvres. D'intenses exercices y ont été également poursuivis ; elles ont porté principalement sur le tir et sur l'extension de l'emploi de la télégraphie dans les armées en campagne.

Le camp de Lunéville recevait, de son côté, le 15 juillet au 15 septembre, une division d'infanterie et une brigade de cavalerie, qui y sont trouvées dans des conditions non moins favorables à leur instruction.

Sur les terrains du Grand-Camp, près de Lyon, les trois divisions d'infanterie et la division du cavalieront le 4<sup>er</sup> corps d'armée d'instruction en même temps exercés aux manœuvres d'ensemble des différentes armes. Enfin, les troupes de la garde impériale et du 1<sup>er</sup> corps venaient scellier, successivement, par brigade, au camp de Saint-Maur, du 16 avril au 15 septembre.

On voit par là que l'impulsion si énergique donnée, en 1868, à l'instruction de l'armée, ne s'est pas relâchée. Chacun a composé, de resté, tous les degrés de la hiérarchie, l'importance et l'intérêt des nombreux études, et s'est montré, dans sa sphère, à la hauteur de sa tâche.

#### ENSEIGNEMENT RÉGIMENTAIRE.

Le département de la guerre s'efforce par tous les moyens dont il dispose de faire régner l'esprit de discipline et l'enseignement dans les régiments, et la loi appelle sous les décharges.

Les rapports des inspecteurs généraux sont destinés à recommander les établissements des écoles régimentaires dans toutes les armes et constatent que pendant l'année scolaire 1868-1869 les cours du premier degré ont été suivis par 92 818 élèves, ceux du second degré par 81 301, ce qui donne un total de 176 319 hommes pour les deux cours.

En Algérie, où est organisé depuis 1866, dans les corps de tirailleurs, des cours spéciaux, tant pour initier à la connaissance de nos traditions que pour vulgariser la langue française chez les soldats indigènes. Les progrès constatés dans cette branche de l'enseignement sont déjà très accusés, surtout chez les indigènes.

En résumé, les résultats obtenus démontrent que, dans un avenir très-rapproché, à l'exception de quelques îles rebelles, tous les soldats qui seront arrivés illégalement sous les draperies sauront au moins lire, écrire et compter au moment où ils rentreront dans leurs foyers.

#### GARDE NATIONALE MOBILE.

La détermination des circonscriptions de recrutement de la garde nationale mobile, qui n'avait pu être définitivement arrêtée en 1868 pour que les 1<sup>er</sup>, 2<sup>er</sup> et 3<sup>er</sup> corps d'armée, ait été complètement terminée dans le courant de 1869 pour les 4<sup>er</sup>, 5<sup>er</sup> et 6<sup>er</sup> corps.

Or, dans ces indications, l'ordre fut assez vague, et dont le primitif établissement présente d'énormes difficultés de détail, une fois fixé, on a pu procéder, dans toute l'étendue de l'Empire, à la répartition entre les bataillons ou batteries des gardes nationales mobiles des classes de 1864, 1865, 1866 et 1867, auxquels viennent s'ajouter le contingent de la classe de 1868 (139 235 hommes), ce qui porte l'effectif total des inscrits à 560 714 hommes.

L'examen et le classement des candidatures, dans une sorte considérable qui sera produites dans tous les départements pour les diverses unités affectées ou en lieu-habitation par les soins de l'autorité militaire.

Cette formation, qui s'était arrêtée en 1868 à la nomination des chefs de bataillon ou commandants d'artillerie dans le département de la Seine et le 3<sup>er</sup> corps d'armée, s'est étendue en 1869 à la totalité des endroits d'officiers et a presque tous ceux de capitaines pour les trois premiers corps d'armée. Par suite, on compte aujourd'hui dans ces circonscriptions 155 chefs de bataillon ou commandants d'artillerie et 200 capitaines (y compris les capitaines-majors) en possession de leurs fonctions (y compris les capitaines-majors) en possession de leurs fonctions, dont l'organisation dans les départements de l'Est a été régulièrement sanctionnée par l'Empereur en 1868.

Il a, en outre, été pourvu, dans le département de la Seine, à 298 emplois de hussards et de sous-lieutenant. Ces nominations, compétentes les cadres d'officiers, ont permis d'appeler, dès le mois de juin, aux exercices prescrits par la loi, les jeunes gens de ce dépendance qui avaient précédemment reçu les effets d'habillement et d'équipement réglementaires.

En résumé, l'organisation territoriale de la garde nationale mobile est aujourd'hui terminée dans toute la France, et tous les jeunes gens appelés à faire partie sont inscrits sur les contrôles des bataillons ou batteries qu'ils devraient rejoindre en cas d'appel. La formation des cadres, complète à Paris, est, en outre, suffisamment avancée dans les trois premiers corps d'armée pour permettre de réunir immédiatement, si les circonstances le rendaient nécessaire, les hommes immatriculés dans les circonscriptions de ces trois commandements.

#### LES MORTS ILLUSTRES

##### ALLOCATION

Prononcée par M. Rouher, président du Sénat, dans la séance du 3 déc. 1869, à l'occasion des pertes éprouvées par le Sénat depuis la dernière session.

(Voir le *Messager* des 2 et 3 avril.)

##### III

##### SAINT-BEAUVE.

M. Sainte-Beuve a participé, pendant cinq ans à peine, à nos délibérations, au cours desquels il a succombé à même tems éloigné de la dernière session.

Rapporteur d'un projet de loi sur la propriété littéraire, en 1869, M. Sainte-Beuve écrivait les lignes suivantes :

« Et moi-même, si l'osais me citer en exemple, avant que la longue partie de l'Empereur vous ait bien rappelé à l'honneur de siéger parmi vous, qui classerai je ? un producteur dans un genre relativement facile, un producteur qui l'exigeant du journal stimulait, que l'assiduité du public encourageait à donner souvent, et sans démesure. »

Notre collègue apprécierait avec une trop grande modestie et ses titres et son passé.

Travailleur infatigable, doué d'une méthode prodigieuse, consacrant chaque jour de longues heures à la lecture de tous les ouvrages anciens et modernes, M. Sainte-Beuve avait acquis l'érudition la plus étendue et la plus variée. Aussi, il a pu perdurer de longues années, sans épuiser ses richesses, sans fatiguer sa pensée, remplir une tâche aussi difficile et délicate que celle des œuvres humaines ; celle d'arrêter et d'appuyer dans la masse prosaïque, au lendemain de leur publication, les plus importantes de ces œuvres philosophiques, littéraires, historiques, que chaque jour vont sortir et nous bousculer, et de les comparer à celles des temps passés.

L'écrivain critique, lié par d'imperméables exigences de périodicité, auquel le temps est parimonialement mesuré, semble condamné, par la hâte et la précipitation, à des productions superficielles, destinées à un rapide culte.

Les œuvres de M. Sainte-Beuve n'ont rien de commun avec ce genre de littérature éphémère. Ils franchissent les régions contemporaines et survivent à leur temps, car ils ont à la fois la parole et le style.

Le jugeaient réste supérieur et ferme, ne ambit ni flibustier, ui engouement, storia même que le caprice, ou l'ironie, ou l'affection dirigeant la plume ; le gout est d'une délicatesse presque raffinée : chaque page découvre au lecteur des horizons pleins de grandeur et de luxure ; d'inimitables portraits, qui rappellent à la fois les lignes fermes et précises de La Bruyère et les couleurs imprévisibles, saisissantes de Saint-Simon. Le style est clair, élevé, nerveux, aboutissant à l'apogée et au sommet, parfait, sobre et pénétrant jusqu'à l'extrême.

Notre langage n'a pas pour M. Sainte-Beuve ni sorci, ni rigueur ; il en a courage, joie, brio, audace, astuce, toutes les richesses.

Je pourrais m'engager plus avant dans l'étude de ces œuvres littéraires, mais elle sera mieux faite par de plus compétents que moi dans une autre enceinte ; et je veux me borner à rappeler à vos souvenirs les travaux de M. Sainte-Beuve comme sénateur.

Notre collègue a été l'un des derniers à dénoncer les mauvaises pratiques dans cette assemblée. Un incident empêchant de malheureux visages nous avait signalé ses tendances, et avait laissé dans son esprit impressionnant certains embûches dont ses discours ultérieurs conservèrent la trace.

M. Sainte-Beuve ne profita point à la réputation d'orateur ; il ne se livrera pas à la parole vive et improvisée ; il abordait la tribune avec des discours écrits et les lisait d'une voix peu accentuée, presque timide, à priori, mais qui, lors des discussions les plus importantes, dont les deux dernières, rendaient des études de vie.

Dans le débat soullevé par une petition relative aux bibliothèques populaires, notre collègue revendiqua avec énergie et talent les droits et l'indépendance de la science.

Il croit voir vaincre l'esprit d'intolérance opprime qui a caractérisé les siècles passés. Les libres-penseurs étaient, à ses yeux, des victimes et des persécutés. Il invoqua, pour les protéger, les droits et les principes de la Révolution, et rappela le Gouvernement ouvert à tous.

Nostre point incommun et les temps et les faits ? Où est l'obstacle légal à l'exposition des doctrines même les plus hasardeuses ? Quelle entrave arrête dans leur essor, les hardesses de la science ?

Ces plaintes n'étaient-elles pas plutôt l'expression involontaire d'un autre genre d'intolérance, plus fréquent qu'on ne le croit ?

Les libres-penseurs prennent volontiers pour de la tyrannie la liberté courageuse avec laquelle des esprits élevés et courroux combattent leurs affligeantes doctrines. La contradiction et le trouble sont, pour eux, la meilleure propagande.

Lorsque la dernière loi sur la presse fut soumise à nos délibérations, M. Sainte-Beuve exposa, avec éclat son opinion. Le Guévernement n'avait su, selon lui, ni donner ni retenir. Libéralité au frontispice, cette loi se détourne rapidement sous de cauteleuses subtilités, et traitait, en définitive, les écrivains en ennemis.

Une disposition existait surtout ses alarmes ; les droits de la critique étaient à jamais compromis ; on ne pourrait plus, à l'avvenir, châtier le ridicule, ou l'ironie, ou le jeu parlé de cette prescription, réservée à l'usage des juges et des magistrats. On ne peut dire contre ces ingénieries de la presse, étudiées ou perfides, qui portent souvent dans les familles des déstabilisations imméritées.

Il est inutile de redire aujourd'hui combien étaient injustes ces critiques accumulées. Cette législation s'est vengée bien rudement dans la pratique des reproches de nos libéralismus qui lui étaient adressés.

Le dernier discours prononcé par M. Sainte-Beuve embrassait un grave et difficile sujet, celui de la liberté de l'enseignement supérieur. Il débattait, avec une force et une éloquence étonnante. L'orateur dépeint en traits historiques, parsemés d'intéressantes anecdotes, les progrès, à travers les siècles, de l'esprit humain et de la liberté de conscience, revient avec complaisance sur sa thèse favorite : les droits des libres-penseurs, défend en termes acérés ses amis que le pédagogisme avait imprudemment malué au débat et abordé enfin le fond du sujet. Mais il le traite en peu de mots et à un point de vue singulièrement exclusif. Il repousse la liberté de l'enseignement supérieur, parce qu'elle ne serait qu'une concession exorbitante faite à un élite trop puissante et un privilège engendrant une foule d'

